

monsieur le président, c'est bien simple. C'est que bien que nous devrions avoir des intérêts comme individus, des intérêts d'ordre humanitaire, lorsque nous décidons de politiques importantes, cela ne devrait pas être notre seule motivation. Ce que ce rapport dit c'est qu'il y a un intérêt mutuel, qu'il y a des avantages pratiques pour le Nord, pour le monde occidental, pour le Canada, de répondre aux aspirations des peuples du Tiers monde et du Sud.

Je pense que nos électeurs sont peut-être un peu désintéressés. On leur parlait dans le passé un peu trop souvent. On leur disait qu'il y avait un problème de la faim dans le monde, qu'il y avait une responsabilité morale, qu'on ne devait pas comme humain laisser cela se passer, c'est vrai tout cela. Mais ce qui est important en politique, c'est de convaincre nos agents politiques, sociaux, économiques, partout au Canada, dans toutes les couches de la société, qu'il existe des avantages pratiques pour le Canada et pour le monde occidental à être des partenaires dans les changements qui vont se produire, qu'on le veuille ou non.

Monsieur le président, depuis des années, depuis que le monde est monde, il y a eu du changement dans différentes régions du globe durant toute l'évolution de l'humanité. On ne peut pas arrêter les aspirations des peuples qui veulent se libérer, se développer, qui veulent avoir une meilleure chance. Qu'on le veuille ou non, il va y avoir du changement, et si nous n'agissons pas maintenant... il est toujours trop tard pour agir dans ces situations-là, mais si on ne saisit pas l'occasion... Présentement il semble y avoir un élan, il semble y avoir un désir au moins dans certaines régions aussi bien du Sud que du Nord pour en arriver à un processus de discussions, de négociations. C'est cela qui est important.

Je pense que nous devons saisir cette occasion d'être des partenaires dans ce changement, parce que si nous ne le faisons pas, de toute façon, monsieur le président, le changement va se faire et nous devrons réagir plus tard. Et on devrait prendre des leçons de ce qui s'est déjà passé dans l'histoire de l'humanité, l'histoire récente des dernières 30 ou 40 années dans presque toutes les régions du globe. On n'a pas toujours reconnu les forces qui surgissaient, que ce soit des forces politiques ou économiques ou sociales tout simplement. Mais tout simplement parce qu'on ne les a pas reconnus, cela ne veut pas dire que ces peuples n'ont pas continué à chercher leur liberté et leur indépendance. Le résultat c'est que le monde occidental, parfois gêné, a dû réagir aux changements. Nous disons dans notre rapport, monsieur le président, et je suis content de voir que le gouvernement a accepté cette orientation-là, que nous devons être des agents positifs dans ce changement.

● (2040)

[Traduction]

Je parlerai de deux aspects de toute la question du dialogue Nord-Sud telle qu'elle se présente cette année. Je parlerai également de certains aspects du développement et de la coopération internationale, que je trouve très importants, non pas parce que les autres aspects ne sont pas importants, mais parce que je veux être bref. Je veux laisser à d'autres députés la possibilité d'intervenir.

Si on me demandait ce qui compte le plus cette année dans le domaine du développement et de la coopération internationale en ce qui concerne le dialogue Nord-Sud, je dirais tout

Relations internationales

d'abord que le Nord et le Sud doivent faire des compromis pour s'entendre sur un processus. Les gens ne se rendent pas compte que les institutions n'en sont pas encore arrivées au point où il est possible de discuter de choses concrètes. C'est bien malheureux.

Aussi, je dirai tout d'abord qu'il nous faut nous entendre sur un processus. Il nous faut nous entendre cette année sur un processus de négociations globales susceptibles de donner des résultats. Il y aura des désaccords sur des points concrets, mais nous devons apprendre et chercher à régler les désaccords et passer à l'action.

Il y a deux problèmes de politique auxquels nous devons apporter une solution urgente. Il y a le problème alimentaire, envisagé tant sous l'aspect de la production que sous celui de la sécurité des approvisionnements, et le problème énergétique. Ces deux problèmes sont interdépendants.

Je vais citer deux passages du rapport du groupe de travail parlementaire sur les relations Nord-Sud. Voici ce que dit la version française à la page 48:

[Français]

Les réserves mondiales de céréales sont tombées à 14 p. 100 de la consommation en 1980-1981, soit approximativement les niveaux de réserve pendant la crise alimentaire de 1972-1973.

Imaginons! Huit ans plus tard, on en est à peu près aux mêmes réserves qu'en 1972-1973.

La production a diminué et on s'attend à une augmentation de 20 à 30 p. 100 des prix.

On lit aussi dans le rapport, monsieur le président, qu'en certaines régions de l'Afrique surtout, la production alimentaire croît à un rythme plus bas que la population.

Donc c'est une question des plus urgentes, et je dis que la question énergétique est reliée à cela, parce que à moins d'avoir des pays importateurs de pétrole pauvres, les pays en voie de développement importateurs de pétrole, à moins de les aider à financer premièrement leur déficit, leur balance des paiements, qui sont énormes, cette année, il est possible que les déficits de balance des paiements des pays importateurs de pétrole qui sont les plus pauvres soient de l'ordre de 80 milliards de dollars. Imaginons, monsieur le président, ce sont des chiffres extraordinaires, 80 milliards de dollars! C'est absolument impossible de demander à une société, à n'importe quel gouvernement dans le Tiers monde d'essayer de régler ses problèmes de production alimentaire lorsque les gens doivent payer en tout 80 milliards de dollars pour financer leur déficit de la balance des paiements.

Le Bangla Desh, cette année, doit dépenser 70 p. 100 de tout ce qu'il gagne en échanges étrangers pour payer le pétrole dont il a besoin. La plupart des pays les plus pauvres, importateurs de pétrole, doivent payer en moyenne 50 p. 100 de tout ce qu'ils gagnent en échanges à l'étranger pour acheter leur pétrole. Donc, monsieur le président, il faut absolument que les institutions mondiales, la Banque mondiale surtout, le Fonds monétaire international, réalisent qu'à moins qu'on puisse démarrer sur la question de la subsidiaire d'énergie,...

[Traduction]

Le plus important pour moi, c'est que les institutions mondiales et les gouvernements de l'hémisphère nord peuvent participer activement aux sommets qui se tiendront cette année, non seulement aux sommets, mais dans les négociations des institutions centrales elles-mêmes.